

Plan hiver au frigo, les sans-abris dans le froid ?

Le plan hiver

Après que Médecins du Monde ait tiré la sonnette d'alarme le 24 novembre 2020 sur la pénurie d'hébergement pour les sans-abri cet hiver¹, Brussels Platform Armoede entend, avec les autres signataires, par cette lettre, souligner une fois de plus la nécessité d'une politique de lutte contre le sans-abrisme qui aille au-delà de la fourniture d'un lit.

Jusqu'à l'hiver dernier (2019-2020), le gouvernement bruxellois prévoyait chaque année des places d'accueil de nuit supplémentaires pour les sans-abris bruxellois dès le 15 novembre, dans le cadre d'un plan hiver. C'est le Samusocial qui en assurait l'organisation générale, en collaboration avec différents partenaires et sous la direction de Bruss'Help, l'organe de coordination pour le secteur du sans-abrisme.

Cette « politique du thermomètre » faisait depuis longtemps l'objet de critiques de la part de la société civile. Le secteur a plusieurs fois plaidé pour la suppression de l'accueil saisonnier et pour une augmentation structurelle de la capacité d'accueil durant toute l'année.

L'ordonnance du 14 juin 2018 relative à l'aide d'urgence et d'insertion pour les personnes sans-abri ne fait plus référence à une approche hivernale spécifique². Le 4 décembre 2019, le ministre compétent Maron déclarait dans différents médias : « *Ce sera le dernier plan hiver* »³.

Hiver Covid 2020-2021

Mais sur le terrain, la confusion n'a fait qu'amplifier. Alors que du côté de Bruss'Help et du Samusocial, on ne voit effectivement aucun signe des nouvelles places pour l'hiver, la Région remet encore un financement saisonnier pour le personnel sur le tapis.

Ce qui préoccupe le plus les acteurs de terrain, c'est qu'en lieu et place du plan hiver supprimé, un nombre insuffisant d'abris permanents supplémentaires a été créé. Le nombre de places supplémentaires dans les hôtels, créées pendant la crise du coronavirus, est passé de 950 à 570⁴. Le ministre compétent Alain Maron affirme qu'il y a 1000 places de plus cet hiver que l'année dernière, mais ne nie pas la pénurie persistante⁵. Malgré les efforts déployés par le gouvernement

¹<https://www.bruzz.be/samenleving/dokters-van-de-wereld-kaart-gebrek-aan-daklozenopvang-aan-ongeziene-wanhoop-2020-11-24>

² http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2018061424&table_name=loi

³ Par exemple : https://www.rtbef.be/info/regions/detail_alain-maron-ce-sera-le-dernier-plan-hiver-a-bruxelles?id=10380561

⁴ Brussels Parlement, Plenaire Vergadering 23 oktober 2020, actualiteitsvraag van Céline Frémault aan minister Elke Van den Brandt : <http://weblex.irisnet.be/data/arccc/cr/2020-21/00007/images.pdf>

⁵<https://www.bruzz.be/samenleving/aantal-opvangplaatsen-voor-daklozen-steeg-met-1000-2020-11-24>

de Bruxelles, Médecins du Monde estime que 800 à 1000 places supplémentaires seront nécessaires pour répondre aux besoins les plus urgents⁶.

La suppression du plan hiver est une bonne chose *si et seulement si* les mesures structurelles sont suffisantes.

Il semble que les sans-abris et sans domicile bruxellois vont vivre un nouvel hiver dans le froid. Les organisations sur le terrain reçoivent un nombre croissant de rapports de personnes n'ayant nulle part où s'adresser. Et ce, alors que leurs conditions de vie suite à la crise du coronavirus se sont encore détériorées. Les « Attestations de non-hébergement » en sont le triste constat. Certes, elles protègent les gens vivant dans la rue contre d'éventuelles poursuites pour non-respect du couvre-feu, mais elles ne les préservent pas de la violence, des risques sanitaires et des mauvaises conditions climatiques.

Nous demandons des mesures urgentes et structurelles

Brussels Platform Armoede demande une attention urgente pour les points essentiels suivants :

1. Tout d'abord, nous voulons une politique de lutte contre le sans-abrisme qui réponde de manière adéquate à des besoins aigus. Pour l'hiver 2020-2021, par exemple, nous demandons que le certificat de non-résidence soit rendu superflu en **créant d'urgence des places de nuit supplémentaires de qualité**.
2. En outre, nous exigeons des **investissements durables** dans les foyers pour sans-abri. La suppression du plan hiver est inutile si elle ne s'accompagne pas d'une approche décisive. Notre **exigence minimale** est que les places de nuit soient suffisantes toute l'année pour toute personne sans domicile.
3. Troisièmement, une telle politique du sans-abrisme ne se réduit pas à fournir de quoi passer la nuit. Afin de s'attaquer au problème des sans-abri à la racine, **des solutions structurelles** sont nécessaires de toute urgence. Nous demandons qu'un véritable travail soit fait sans tarder sur la construction et la rénovation de milliers de logements sociaux et abordables et d'étendre le financement de programmes tels que l'aide à la vie autonome et Housing First. Nous demandons également un encadrement strict des loyers et l'octroi d'allocations de loyer en fonction des revenus.
4. En plus, nous attendons une **communication claire et efficace** de la part des instances publiques envers les acteurs de terrain. La collecte d'informations ne peut pas dépendre des réseaux personnels, mais doit être basée sur des messages opportuns, structurés et clairs émanant des autorités publiques. Le fait qu'il existe toujours un manque de clarté sur l'approche adoptée cet hiver illustre bien le fait qu'il y en a encore beaucoup à faire dans ce domaine.
5. Enfin, nous demandons aussi que **les décideurs politiques impliquent activement la société civile** dans le déploiement de leurs plans de politique pour les personnes sans abri et sans domicile. Une approche participative est la condition d'une politique efficace. Ce sont les acteurs de terrain, et bien évidemment les sans-abris eux-mêmes qui ont les

⁶<https://www.bruzz.be/samenleving/dokters-van-de-wereld-kaart-gebrek-aan-daklozenopvang-aan-ongeziene-wanhoop-2020-11-24>

meilleures antennes pour détecter les besoins des groupes de populations fragiles. Les politiques et la société civile doivent **s'unir dans l'effort commun de créer un Bruxelles où les gens ne dorment pas dans la rue**. Cela ne peut être réalisé que par des investissements suffisants et durables et une approche intégrée et transversale qui se concentre simultanément sur le soutien de différents domaines de la vie.

La pandémie actuelle a mis en évidence le fait qu'une politique efficace de lutte contre le sans-abrisme nécessite des investissements à court et à long terme. D'une part, le besoin de mesures structurelles et durables s'est avéré plus aigu que jamais. D'autre part, il est indispensable de se concentrer de manière urgente et temporaire sur la mise à disposition d'un nombre suffisant de places d'accueil. Car lorsque l'espace public n'est pas un lieu sûr, les groupes vulnérables ont d'autant plus besoin d'un abri. Personne n'a vu venir la crise du coronavirus, mais l'hiver, oui. C'est pourquoi nous demandons d'investir dans une offre structurelle, où le plan hivernal devient superflu à long terme, mais qui propose une flexibilité suffisante pour répondre aux besoins sociaux urgents.

Ondertekent deze brief/Cette lettre est signée par

Brussels Platform Armoede vzw

Dokters van de Wereld vzw

Brusselse Bond voor Recht op Wonen vzw

Netwerk tegen Armoede vzw

DoucheFLUX vzw

Hobo vzw

De Buurtwinkel vzw

Ara vzw

Pigment vzw

Wijkpartenariaat- De Schakel vzw

Chez Nous/Bij Ons vzw

Buurthuis Bonnevie vzw

Toestand vzw

Platform Kinderen op de vlucht

Inter-Environnement Bruxelles vzw

ATD Vierde Wereld Vlaanderen vzw

Le Codes vzw

Beweging.net Brussel-Vlaams-Brabant

Une maison en Plus vzw

Jesuit Refugee Service Belgium vzw

Fédération Bruxelloise de l'Union pour le Logement vzw